

Sur quelle base juridique l'employeur peut-il réglementer la tenue vestimentaire au travail ?

Réponse courte

La réglementation de la tenue vestimentaire repose principalement sur le **pouvoir de direction** de l'employeur consacré par l'article L.121-1 du Code du travail. Ce pouvoir permet à l'employeur de fixer les conditions d'exécution du travail, y compris les exigences de présentation et d'habillement, dans la limite du **respect des libertés individuelles** du salarié.

Ce pouvoir est encadré par plusieurs textes complémentaires : le **règlement intérieur** (art. L.261-1), les dispositions relatives à la **non-discrimination** (art. L.251-1), l'**égalité de traitement entre hommes et femmes** (art. L.241-1) et la protection de la **vie privée** garantie par l'article 11(3) de la Constitution. En matière de sécurité, les articles L.312-1 et L.312-2 imposent des obligations spécifiques concernant les équipements de protection individuelle.

Définition

La base juridique du dress code en entreprise désigne l'ensemble des **fondements légaux** autorisant l'employeur à imposer des règles vestimentaires à ses salariés. Elle articule le **pouvoir de direction** patronal avec les limites posées par les droits fondamentaux du salarié et les obligations spécifiques en matière de **sécurité et santé au travail**.

Conditions d'exercice

Plusieurs fondements juridiques encadrent simultanément le droit de l'employeur à réglementer la tenue vestimentaire.

Fondement	Détail
Pouvoir de direction	Art. <u>L.121-1</u> : l'employeur détermine les conditions d'exécution du travail
Règlement intérieur	Art. <u>L.261-1</u> : formalisation des règles de conduite, y compris vestimentaires
Sécurité et santé	Art. <u>L.312-1</u> et <u>L.312-2</u> : obligation de fournir des EPI adaptés
Non-discrimination	Art. <u>L.251-1</u> : interdiction des discriminations dans les conditions de travail
Égalité H/F	Art. <u>L.241-1</u> : interdiction des différences de traitement fondées sur le sexe
Constitution	Art. 11(3) : vie privée ; Art. 19 : liberté religieuse

Modalités pratiques

L'articulation des différentes bases juridiques implique une mise en œuvre structurée par l'employeur.

Aspect	Détail
Règlement intérieur	Intégration des règles vestimentaires dans le document conformément à l'art. L.261-1
Note de service	Alternative au règlement intérieur pour des règles ponctuelles ou complémentaires
Contrat de travail	Clause vestimentaire possible dans le contrat individuel
Convention collective	Certaines CCT prévoient des dispositions spécifiques (sécurité, HORECA, nettoyage)
Affichage	Communication obligatoire des règles à l'ensemble des salariés concernés

Pratiques et recommandations

Identifier précisément la base juridique applicable selon la nature de l'exigence vestimentaire (sécurité, image, hygiène) avant de rédiger les règles. **Combiner** les différents fondements juridiques dans un document unique et cohérent facilite la compréhension par les salariés. **Vérifier** que chaque restriction vestimentaire résiste au test de proportionnalité : la mesure est-elle nécessaire et adaptée au but poursuivi. **Documenter** la justification objective de chaque exigence pour anticiper d'éventuelles contestations devant le tribunal du travail. **Actualiser** les bases juridiques en fonction des évolutions législatives et de la jurisprudence européenne, notamment en matière de signes religieux.

Cadre juridique

Référence	Objet
Art. L.121-1 du Code du travail	Pouvoir de direction de l'employeur
Art. L.261-1 du Code du travail	Règlement intérieur
Art. L.312-1 du Code du travail	Obligation générale de sécurité
Art. L.312-2 du Code du travail	Fourniture des EPI
Art. L.251-1 du Code du travail	Principe de non-discrimination
Art. L.241-1 du Code du travail	Égalité de traitement hommes/femmes

Le pouvoir de direction constitue le fondement principal mais ne suffit pas à lui seul : toute exigence vestimentaire doit être croisée avec les principes de non-discrimination et de proportionnalité. La jurisprudence européenne (CJUE, arrêts Achbita et Bougnaoui de 2017) influence directement l'interprétation des textes luxembourgeois. En cas de litige, le tribunal du travail procède à un contrôle de proportionnalité au cas par cas.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.